

BIÉLORUSSIE : LA FIN D'UNE EXCEPTION ?

La signature, en février 2015, des accords de Minsk destinés à résoudre la crise ukrainienne a attiré l'attention de la communauté internationale sur la Biélorussie. En accueillant dans sa capitale ces pourparlers qui réunirent Petro Porochenko, Vladimir Poutine, François Hollande et Angela Merkel, la « dernière dictature d'Europe » apparaissait soudain comme un facilitateur de paix permettant la reprise du dialogue entre les Ukrainiens, les Russes et les Occidentaux.

La Biélorussie n'en demeure pas moins le régime le plus fermé du Vieux Continent. L'inamovible et très autoritaire président Alexandre Loukachenko dirige depuis plus de 22 ans le seul État européen à appliquer la peine de mort, raison pour laquelle il ne fait pas partie du Conseil de l'Europe. La Biélorussie est également l'unique pays de la région à conserver une économie dirigiste largement dominée par les entreprises étatiques (1).

Pour surmonter son isolement et bénéficier d'un soutien économique extérieur, Minsk s'appuie sur une relation privilégiée avec Moscou. Mais plusieurs évolutions récentes semblent devoir remettre en cause les spécificités du système biélorusse : aux difficultés socio-économiques internes s'ajoute la montée des tensions russo-occidentales qui incite la Biélorussie à manœuvrer entre Moscou et Bruxelles afin d'éviter de se retrouver au premier rang de la confrontation. En effet, s'aligner sur les positions du Kremlin en cette période conduirait à un isolement accru d'un pays déjà fragilisé, au renforcement des sanctions occidentales et par voie de conséquence à la remise en cause du principal atout de la Biélorussie : son rôle d'intermédiaire économique entre la Russie et l'Union européenne. Il en résulterait nécessairement une satellisation définitive du pays par Moscou.

* Directeur du Collège universitaire français de l'Université de Saint-Petersbourg et chercheur associé au Centre de recherches Russie-Eurasie de l'INALCO (Paris). Auteur, entre autres publications, de : *Géopolitique de la Russie*, L'Harmattan, 2010.

La situation actuelle de la Biélorussie pourrait se résumer ainsi : un pays coïncé entre la Russie et l'UE qui tire une partie de ses revenus de sa fonction de territoire de transit ; une société tiraillée entre sa proximité culturelle avec la Russie et ses velléités de rapprochement avec l'Europe ; un président « pro-russe » tenté de tendre la main à l'UE au risque de s'attirer les foudres du Kremlin. Cette description aurait très bien pu être celle de l'Ukraine de Viktor Ianoukovitch quelques mois avant son renversement. Alors que la crise ukrainienne n'est toujours pas résolue, la Biélorussie, dernière alliée inconditionnelle de la Russie en Europe orientale, sera-t-elle le prochain terrain d'affrontement entre Moscou et les Occidentaux ?

Les fondements de l'alliance russo-biélorusse

Pour Moscou, l'importance stratégique de la Biélorussie réside dans plusieurs facteurs. D'une part, la frontière entre les deux pays étant située à seulement 400 kilomètres de la capitale russe, le Kremlin envisage le territoire biélorusse comme le prolongement de son propre espace stratégique. Cette proximité explique que Vladimir Poutine juge inacceptable un éventuel rapprochement de son voisin avec les structures euro-atlantiques : à ses yeux, la Biélorussie fait figure d'avant-poste face à l'Otan.

D'autre part, la Biélorussie présente le grand avantage, du point de vue de Moscou, d'empêcher la formation d'un « cordon sanitaire » anti-russe à ses frontières immédiates : sur l'isthme mer Baltique-mer Noire, le territoire biélorusse sépare en effet l'Ukraine, au sud, des républiques baltes, au nord. L'allié biélorusse permet ainsi au Kremlin de découpler les théâtres baltique et pontique. Dans la région baltique, l'alliance avec la Biélorussie permet également d'atténuer l'isolement de l'enclave russe de Kaliningrad.

La coopération militaire russo-biélorusse est particulièrement poussée : la Biélorussie est membre de l'Organisation du traité de sécurité collective dominée par Moscou et accueille deux sites militaires russes (station-radar et station de transmission pour la marine). Par surcroît, Minsk a intégré sa défense anti-aérienne à celle de la Russie sous la forme d'un système régional de défense avec commandement unifié. Des manœuvres communes de grande ampleur ont lieu régulièrement sur le territoire des deux États.

Enfin, l'alliance russo-biélorusse a une importante fonction symbolique pour l'opinion publique russe : elle maintient l'idée

d'une solidarité « naturelle » entre « peuples frères » slaves qui ne serait mise à mal que par la faute des nationalistes ukrainiens désireux de se tourner vers l'Occident. Le déploiement, par la délégation officielle biélorusse, d'un drapeau russe lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques de Rio (dont la Russie avait été exclue) est l'exemple le plus récent de cette solidarité russo-biélorusse à l'échelle internationale (2).

De fait, la société biélorusse est non seulement très majoritairement russophone (la pratique du biélorusse est en voie de marginalisation au profit de la langue russe (3)), mais elle demeure très russophile (4). La majorité de la population dit ne pas faire de différence entre Russes et Biélorusses, à l'instar d'Alexandre Loukachenko lui-même qui, tout en se présentant comme le garant de la souveraineté biélorusse, déclare régulièrement se sentir autant russe que biélorusse. Et s'il existe un courant pro-européen parmi les élites, l'euroscepticisme reste dominant au sein de la société biélorusse. Selon le NISEPI, institut de recherche indépendant dont le siège est basé en Lituanie, les Biélorusses continuent de préférer majoritairement l'intégration avec la Russie à l'option européenne (5).

Le pouvoir s'appuie sur ce tropisme pro-russe en poursuivant des objectifs très pragmatiques. Minsk considère avant tout la Russie comme un partenaire indispensable au bon fonctionnement de son économie. La dépendance économique est, en effet, particulièrement élevée : la Biélorussie importe la totalité de son gaz et de son pétrole de Russie tandis que le marché russe est de loin le premier marché à l'exportation pour les produits biélorusses. En outre, une part importante des revenus à l'exportation de Minsk vers les marchés tiers dépend de ses bonnes relations avec Moscou : l'une de ses principales sources de devises résulte de la réexportation vers l'UE de produits pétroliers fabriqués à partir du pétrole russe. L'objectif majeur du régime Loukachenko est, depuis plus de deux décennies, d'importer les matières premières russes à bas prix tout en s'assurant que les produits manufacturés et agroalimentaires biélorusses bénéficient d'un libre accès au marché russe.

Cette relation spéciale s'est matérialisée par la création, dès 1997, de l'Union Russie-Biélorussie qui fait figure de noyau dur des unions régionales pro-russes. La Biélorussie est également l'un des États fondateurs (avec le Kazakhstan et la Russie) de l'Union économique eurasiatique qui a vu le jour en janvier 2015 et vise à approfondir une intégration régionale centrée sur la Russie (union douanière, marché unique...) (6). Les indicateurs

économiques confirment le haut degré d'interpénétration économique des deux pays : la moitié du commerce extérieur biélorusse s'effectue avec la Russie tandis que la Biélorussie est le cinquième partenaire commercial de son grand voisin, une place disproportionnée au regard de la taille de son économie.

Les risques d'une trop forte dépendance

Conséquence inévitable de cette proximité : la Biélorussie dépend énormément de la conjoncture russe. La crise économique russe engendrée par la chute des prix du pétrole et par les sanctions occidentales a des effets désastreux sur une économie biélorusse déjà affaiblie par de graves problèmes structurels internes. Après plusieurs années de croissance atone, la Biélorussie est entrée en récession en 2015 (chute de 3,9 % du PIB) et pourrait n'en sortir qu'en 2018, selon les projections du FMI. Le PIB biélorusse a encore perdu près de 3 % au premier semestre 2016. Les exportations continuent de se réduire (-16 %), de même que les investissements (-20 %). Les revenus de la population sont également en baisse, le salaire moyen ayant été ramené à 360 dollars par mois. Dans le même temps, les réserves financières du pays sont au plus bas et ne permettent plus de rembourser la dette sans aide extérieure. Or, depuis plusieurs années, l'essentiel de la dette a été contractée auprès de la Russie et des structures qu'elle contrôle. Et plus la Biélorussie s'endette auprès de Moscou, plus les contreparties que cette dernière exige entament sa souveraineté. C'est pourquoi le pouvoir biélorusse cherche à diversifier ses partenaires économiques potentiels et, notamment, à obtenir des financements internationaux — un objectif qui passe nécessairement par un réchauffement avec l'Occident.

Par surcroît, l'influence de Moscou auprès de la population biélorusse n'est pas sans susciter les appréhensions du régime. Alors qu'Alexandre Loukachenko a tenu à se distancier de Vladimir Poutine sur le dossier ukrainien, la plupart de ses concitoyens, très influencés par les médias russes, adhèrent au contraire aux thèses du Kremlin : selon le NISEPI (7), les Biélorusses soutiennent à 65 % le rattachement de la Crimée à la Russie et ne sont que 20 % à juger qu'il s'agit d'une occupation. Certes, ils se disent majoritairement opposés à un éventuel rattachement de leur propre pays à la Russie (52 % contre, 30 % pour) (8)... mais ce ratio paraît bien faible après 25 ans d'indépendance.

Ce tropisme pro-russe de la population fait craindre à une partie des élites biélorusses que la Russie cherche un jour, si les circonstances s'y prêtaient, à répéter en Biélorussie le scénario appliqué à la Crimée. Dans ce contexte, l'intégration russo-biélorusse dans le domaine de la défense, déjà très avancée, devient particulièrement sensible. Certes, le régime y voit une garantie contre les pressions occidentales ; mais, dans le même temps, Alexandre Loukachenko redoute que l'augmentation de l'influence russe dans ce domaine ne devienne une menace pour son propre pouvoir. L'annonce fin 2015 par le président biélorusse de la rédaction d'une nouvelle doctrine militaire qui prendra en compte le danger de « guerre hybride » a été interprétée comme un signal de défiance vis-à-vis de Moscou (9).

Loin de chercher à calmer le jeu, le Kremlin a fait monter la pression en réaffirmant sa volonté d'installer une base aérienne russe sur le territoire biélorusse. Il s'agirait à la fois de répondre à la présence accrue des troupes de l'Otan en Europe orientale, d'exercer une pression supplémentaire sur l'Ukraine et de contraindre Loukachenko à s'aligner sur les positions géostratégiques de Moscou. Minsk, qui avait accepté le principe de cette base aérienne avant la crise ukrainienne, affirme désormais qu'il n'en est plus question. De manière générale, une certaine prise de distance entre les deux voisins semble s'instaurer : la Russie donne la priorité aux enjeux stratégiques sur son flanc sud (Ukraine, bassin Pontique, Moyen-Orient) tandis que Minsk se veut neutre dans le conflit russo-ukrainien et ne se mêle guère des dossiers plus lointains.

Le réchauffement entre la Biélorussie et l'Occident

Face au dirigeant biélorusse, les Occidentaux ont longtemps usé d'une politique de sanctions alliée à un soutien à l'opposition. Étroitement surveillée par le pouvoir, celle-ci est composée de plusieurs partis, associations et groupuscules aux options idéologiques très diverses. Ses divisions internes sont souvent exploitées par le régime. Deux principales tendances s'expriment en son sein : les courants nationalistes (à l'instar du parti BNF (10)) qui prônent une rupture radicale avec la Russie et la promotion exclusive d'une identité linguistique et culturelle « nationale » biélorusse tournée vers la Pologne et les voisins baltes ; et les courants libéraux dont l'objectif commun est de mettre fin au

régime Loukachenko mais qui sont plus modérés sur les questions identitaires et l'orientation géopolitique du pays (à l'exemple du Parti de l'Union civique (11)).

La politique occidentale de soutien à l'opposition n'ayant guère donné de résultat probant, hormis le durcissement d'un régime toujours plus dépendant à l'égard de Moscou, Bruxelles et Washington ont opté depuis quelques années pour une nouvelle approche dont la principale motivation est liée à la volonté d'isoler la Russie. Elle consiste en la levée des sanctions en échange d'une réorientation de la politique extérieure biélorusse au profit des liens avec l'Occident et d'une désolidarisation, au moins partielle, vis-à-vis de la politique extérieure russe.

Cette nouvelle approche a rencontré la volonté du régime biélorusse de réchauffer ses rapports avec l'Occident. La crise ukrainienne, répétons-le, a été l'occasion pour Alexandre Loukachenko de se démarquer du Kremlin. S'il est resté prudent sur l'annexion de la Crimée, il a critiqué à de nombreuses reprises le séparatisme dans l'est de l'Ukraine. Cette position « dissonante » vis-à-vis de Vladimir Poutine, associée à la libération des prisonniers politiques reconnus par la communauté internationale (dont l'ancien candidat pro-européen à la présidentielle Nikolaï Statkevitch) (12), a permis d'envoyer à l'UE les signaux que celle-ci attendait pour lever ses sanctions. Le principal artisan de ce nouveau cap, le ministre des Affaires étrangères Vladimir Makeï, a su profiter de la crise ukrainienne pour sortir son pays de l'isolement (13). De fait, non seulement la Biélorussie, on l'a dit, accueille les négociations visant à mettre fin au conflit dans le Donbass (accords Minsk-1 et Minsk-2) mais le régime multiplie les contacts avec les représentants des États occidentaux tout en mettant en sourdine ses critiques à l'égard de l'Otan. On assiste donc à une évolution diamétralement opposée à celle de la Russie, ce qui se matérialise également dans le domaine des échanges commerciaux. En effet, Minsk ne s'est pas associé aux contre-sanctions russes contre les pays occidentaux et a maintenu ses relations économiques et politiques avec l'Ukraine après le Maïdan. Désormais, Alexandre Loukachenko souhaite participer plus activement au Partenariat oriental qui associe l'Union européenne à six pays d'Europe orientale et du Caucase (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie).

Un rôle d'interface entre la Russie et l'Europe

La nouvelle politique du président Loukachenko relève d'un calcul pragmatique : jouer un rôle d'intermédiaire entre la Russie et ses voisins afin d'en tirer profit sur le plan économique. Les contre-sanctions édictées par la Russie sur les produits agricoles européens et ukrainiens ont permis à Minsk d'augmenter ses propres exportations agroalimentaires (produits laitiers, charcuterie...) vers le marché russe, les produits biélorusses étant très appréciés des consommateurs russes pour leur qualité supposée supérieure aux équivalents locaux. De plus, la Biélorussie s'est fait une spécialité de la réexportation des produits européens vers la Russie. Il semble que les autorités russes aient d'abord fermé les yeux sur ces pratiques qui ont permis d'amortir le choc des contre-sanctions en évitant les pénuries et en limitant la hausse de l'inflation. Mais une fois que le marché russe s'est adapté à la nouvelle donne, le Kremlin a fait pression sur Minsk pour limiter l'ampleur du phénomène. De même, l'interdiction des vols aériens directs entre l'Ukraine et la Russie, décidée par Kiev en septembre 2015, bénéficie à la Biélorussie : la compagnie biélorusse Belavia profite de la position de Minsk en tant que solution de transit optimale.

Mais tous ces avantages tirés des tensions entre la Russie et ses voisins ne sont valables que dans la mesure où la Biélorussie continue d'entretenir une « relation spéciale » avec la Russie. C'est pourquoi le régime biélorusse, tout en multipliant les contacts avec les Occidentaux afin de normaliser ses relations avec ces derniers, n'en continue pas moins de participer activement aux structures régionales pro-russes, au niveau tant économique que stratégique. On peut même émettre l'hypothèse que le réchauffement actuel entre la Biélorussie et l'Occident s'effectue avec l'accord tacite de Moscou qui se servirait ainsi de Minsk comme d'un intermédiaire permettant de contourner les sanctions occidentales...

Une libéralisation et une ouverture limitées

Si l'UE a levé l'ensemble des sanctions à l'encontre de la Biélorussie en février 2016, les relations avec Minsk ne font l'objet d'aucun accord spécifique et restent régulées par l'accord-cadre sur les échanges commerciaux signé entre la CEE et l'URSS en 1989. Washington a, pour sa part, reconduit en juin 2016 les sanctions personnelles à l'encontre d'Alexandre Loukachenko et

d'une partie de son entourage, sanctions qui avaient été introduites par George W. Bush en 2006. Et les États-Unis n'ont toujours pas nommé d'ambassadeur à Minsk depuis le rappel des ambassadeurs des deux pays en 2008 (14). Fin 2016, la Maison-Blanche déclare qu'une normalisation complète des relations est toujours liée à l'état de la démocratie en Biélorussie. Or non seulement Alexandre Loukachenko a été réélu avec 83 % des suffrages en octobre 2015 mais les élections législatives de septembre 2016, présentées comme un test de la libéralisation du régime, en ont surtout montré les limites : seuls deux candidats de l'opposition « officielle » (15) (Anna Kanopatskaya, du Parti de l'Union civique, et Elena Anissim, vice-présidente de la Société de la langue biélorusse (16)) ont pu faire leur entrée à la Chambre des représentants, qui compte 110 sièges.

Si, à l'issue des législatives de septembre 2016 les dirigeants américains et le pouvoir biélorusse ont réaffirmé leur intention de poursuivre le dialogue, les limites de l'exercice se font déjà sentir. Minsk comptait sur le rapprochement entamé avec les Occidentaux pour convaincre le FMI de lui verser un crédit de 3,5 milliards de dollars afin de refinancer sa dette. Or le Fonds semble moins sensible que prévu à l'argument politique et demande au gouvernement biélorusse de procéder à d'importantes réformes structurelles avant tout versement. En 2016, seul Moscou a consenti à venir en aide à la Biélorussie sous la forme d'un crédit d'un milliard de dollars versé par le Fonds eurasiatique de stabilisation et de développement (17).

Washington maintient la pression afin d'obtenir plus de résultats concrets sur la politique tant intérieure qu'extérieure de la Biélorussie. Il est cependant peu probable qu'Alexandre Loukachenko aille beaucoup plus loin dans l'ouverture. Le président biélorusse sait bien qu'un rapprochement trop important avec l'Ouest susciterait l'ire de Moscou. Et il a pu constater le sort peu enviable de Viktor Ianoukovitch, le président ukrainien « pro-russe » dont les tentatives de réchauffement avec Bruxelles avaient provoqué des représailles économiques de Moscou et l'avaient coupé de sa base électorale. Autrement dit, il est conscient qu'un pas décidé dans la direction de l'UE impliquerait une libéralisation potentiellement déstabilisatrice pour le régime.

De fait, la crise économique et la politique d'austérité mise en place par le gouvernement ont déjà privé Alexandre Loukachenko d'une partie importante de sa clientèle électorale. Au moment où les difficultés économiques s'accompagnent de l'augmentation de la pression fiscale, la population découvre un phénomène qu'elle

pensait réservé aux voisins russes : le rapide accroissement des inégalités sociales et l'émergence d'une « oligarchie » locale. L'un des arguments majeurs du régime, qui se vantait de protéger ses citoyens contre les « excès du libéralisme russe », est remis en cause. C'est pourquoi le président biélorusse, privé des derniers semblants de légitimité « populaire » dont il bénéficiait auparavant, s'appuie plus que jamais sur un cercle étroit qui fait la part belle aux organes de sécurité. Le but : contrôler toute velléité de contestation.

L'influence du clan présidentiel

L'un des hommes clés de ce système n'est autre que Viktor Loukachenko, le fils aîné du chef de l'État, âgé de 40 ans. Il est officiellement conseiller à la sécurité nationale du président depuis 2005. Il est également membre du Conseil de sécurité, l'organe qui regroupe toutes les structures de force (ministère de la Défense, ministère de l'Intérieur et KGB, qui a conservé sa dénomination de l'époque soviétique). Ces fonctions lui permettent de superviser l'ensemble des services de sécurité grâce au soutien de son père. La nomination à des postes importants de jeunes officiers proches de Viktor Loukachenko, qui a lui-même effectué son service militaire dans les troupes d'élite des gardes-frontières, a encore accru son influence. Considéré par certains politologues comme le deuxième homme fort du pays, il est parfois présenté comme le successeur potentiel d'Alexandre Loukachenko. Cependant, si son expérience et son influence au sein des structures du pouvoir parlent pour lui, son rôle d'éminence grise au cœur des « services » apparaît comme un sérieux handicap vis-à-vis de l'opinion publique biélorusse. Il semble d'ailleurs qu'Alexandre Loukachenko, qui préfère se succéder à lui-même (18), se satisfasse du rôle actuel de son fils aîné.

Quant au fils cadet du président, Dmitry, il est à la tête du Club sportif présidentiel, une structure qui chapeaute une grande partie des activités sportives du pays. Le sport remplit une fonction idéologique majeure : il s'agit pour Alexandre Loukachenko à la fois de contrôler tout un pan de la société civile et de mettre en avant les réussites sportives des athlètes nationaux — ce qui, bien évidemment, contribue à légitimer le régime. Par ailleurs, en un peu plus de dix ans d'existence, le Club sportif présidentiel a diversifié ses activités sur le terrain économique, de l'exportation

de véhicules industriels en Russie à l'investissement dans de grands projets immobiliers à Minsk.

Mais le plus connu des fils Loukachenko est, paradoxalement, le benjamin Nikolaï, né d'une liaison extra-conjugale et aujourd'hui âgé de 12 ans. Depuis l'âge de quatre ans, « Kolia » (diminutif de Nikolaï) accompagne son père dans toutes les cérémonies et déplacements officiels. On l'a ainsi vu assister à des entretiens de ce dernier avec le pape François, Vladimir Poutine, le président chinois Xi Jinping et même Barack Obama. Mais si la présence du « petit prince » a suscité la curiosité des médias internationaux et a pu donner un côté plus humain au dirigeant biélorusse, son rôle d'« héritier du trône » omniprésent est source d'incompréhension au sein de la population. Le jeu de mots populaire « *Dokoli ? Do Koli* » (Jusqu'à quand ? jusqu'à Kolia), qui signifie qu'Alexandre Loukachenko aurait l'intention de transmettre le pouvoir à son benjamin, illustre le fatalisme de la population qui ne voit dans la mise en avant de l'enfant qu'un seul message : Alexandre Loukachenko, le « *Bat'ka* » (Petit père) n'a pas l'intention de quitter le pouvoir avant bien longtemps. Il semble cependant que le président biélorusse ait fini par comprendre le caractère contre-productif de la situation : les apparitions de Nikolaï se font beaucoup plus rares depuis l'été 2016 et le président a même assuré, en septembre dernier, qu'il ne voyait aucun de ses fils lui succéder...

Un autre proche d'Alexandre Loukachenko a acquis une certaine renommée à l'international : il s'agit de Vladimir Makeï, le ministre des Affaires étrangères cité plus haut, souvent présenté comme le visage « pro-occidental » du régime. Il est, en tout cas, celui qui met en œuvre la politique d'ouverture à l'Ouest. Certains analystes le décrivent comme le chef de file des réformateurs pro-occidentaux, un groupe qui comprendrait de nombreux responsables du bloc économique gouvernemental. Il est vrai qu'avant de prendre la tête de la diplomatie M. Makeï n'était autre que le chef de la puissante administration présidentielle. Il apparaît donc comme un *apparatchik* connaissant tous les rouages du pouvoir biélorusse doublé d'un diplomate apprécié des chancelleries occidentales. D'aucuns prétendent même que ces dernières pourraient le soutenir dans l'optique de l'après-Loukachenko. D'autres experts constatent au contraire que Vladimir Makeï ne fait qu'appliquer les directives du président et font valoir que le passage de chef de l'administration présidentielle à ministre des Affaires étrangères est loin d'être une promotion. Les deux interprétations ne sont d'ailleurs pas vraiment incompatibles : tout dépend de

l'emprise réelle que continue d'exercer Alexandre Loukachenko sur les élites politiques biélorusses, ce qui reste difficile à déterminer tant les cercles du pouvoir sont fermés. Il n'en demeure pas moins que l'ouverture actuelle et la multiplication des contacts avec les représentants et les institutions occidentales sont plutôt le signe qu'Alexandre Loukachenko a senti le besoin de retrouver une certaine légitimité internationale pour faire face aux difficultés intérieures.

En guise de conclusion...

La crise ukrainienne a permis à Minsk de retrouver une certaine marge de manœuvre diplomatique vis-à-vis de la Russie. Les contacts avec les représentants occidentaux et les structures euro-atlantiques se sont intensifiés sans pour autant que le régime ne donne de signes d'une véritable libéralisation. Dans le même temps, l'année 2016 a été marquée par une dégradation continue des relations russo-biélorusses. Les deux pays ont accumulé les contentieux dans le domaine énergétique (dette gazière biélorusse, baisse des livraisons de pétrole russe), commercial (interdictions « sanitaires » russes à l'égard de certains produits biélorusses) et financier (Moscou retarde le versement d'un nouveau crédit à la Biélorussie). Ce genre de frictions n'est pas une première mais à leur accumulation s'ajoutent de nouveaux éléments : début décembre 2016, plusieurs médias russes ont accusé le pouvoir biélorusse non seulement de se rapprocher de l'Occident aux dépens de la Russie, mais aussi de reprendre à son compte une partie des thèses anti-russes de l'opposition nationaliste et de mener une répression contre les mouvements pro-russes. Pourtant, au même moment, le président Loukachenko signait un décret autorisant la présence de forces spéciales russes sur le territoire biélorusse en cas de menace terroriste, ce qui est interprété par l'opposition comme la porte ouverte à une ingérence de Moscou... On le voit, l'homme fort de Minsk continue d'envoyer des signaux contradictoires mais semble avoir de plus en plus de mal à faire face simultanément aux difficultés économiques internes et aux pressions russes. À cet égard, l'élection de Donald Trump ou encore les déboires de l'Ukraine dans son rapprochement avec l'UE renforcent les incertitudes quant à l'avenir de la Biélorussie...

(1) Contrairement à la Russie, qui a procédé dans les années 1990 à des réformes radicales (« thérapie de choc ») accompagnées de privatisations massives (désengagement de

l'État de secteurs entiers de l'économie tels que l'agriculture, les services marchands, l'industrie légère, la métallurgie...), l'État biélorusse conserve un contrôle étroit sur l'ensemble de l'économie : la quasi-totalité des grandes entreprises industrielles restent aux mains de l'État, de même que la majorité du secteur agricole. L'État biélorusse intervient également au travers d'un système alliant subventions massives et contrôle des prix dans de nombreux domaines.

(2) « Rio : la Biélorussie arbore le drapeau russe aux Jeux paralympiques », *Le Courrier de Russie*, 8 septembre 2016.

(3) Depuis 1995, le russe est langue d'État au même titre que le biélorusse. Dans les faits, la langue russe est omniprésente dans toutes les sphères de la vie publique (administration, enseignement...) et privée. Le biélorusse continue d'être pratiqué par une minorité en régression (10 à 15 % de la population), dans les campagnes (biélorusse dialectal) et au sein de l'intelligentsia « nationaliste » (biélorusse « standard »). Il garde une fonction de marqueur identitaire symbolique (panneaux routiers, enseignes étatiques, annonces officielles dans les transports publics...).

(4) Voir David Teurtrie, « La Biélorussie : entre russification et européanisation », in Maryline Dupont-Dobrzynski et Garik Galstyan (dir.), *Les Influences du modèles de gouvernance de l'Union européenne sur les PECO et la CEI*, ENS de Lyon, 15 juillet 2011, <http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article349>

(5) Voir NISEPI, « Podalche ot Evrosoiuz » (Toujours plus loin de l'Union européenne), décembre 2015, <http://www.iiseeps.org/?p=3901>

(6) La Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan, États fondateurs de l'Union économique eurasiatique, ont été rejoints par l'Arménie (janvier 2015) et le Kirghizistan (août 2015).

(7) NISEPI, Institut indépendant d'études socio-économiques et politiques.

(8) Ibidem.

(9) Notion controversée, la « guerre hybride » est généralement présentée comme alliant guerre conventionnelle et non conventionnelle, guerre régulière et irrégulière, guerre de l'information et cyberguerre. La nouvelle doctrine militaire biélorusse, adoptée le 20 juillet 2016, n'emploie par directement cette expression mais plusieurs passages prennent en compte le risque de déstabilisation du pays par des moyens conventionnels et non conventionnels.

(10) BNF pour Belarussky narodny front (Front populaire biélorus). Site officiel : <http://narodny.org/>

(11) « Ob'edinenaya Grazhdanskaya Partiya » (Parti civique unifié) dirigé par Anatoly Lebedko. Le parti souhaite un rapprochement avec l'Union européenne mais sans mettre à mal les liens avec la Russie, qualifiée de « partenaire stratégique ». Voir le programme du parti sur son site officiel : <http://ucpb.org/party/program>

(12) Outre M. Statkevitch, il s'agissait de Nikolai Roubtsev, Nikolai Dedok, Igor Olinevitch, Evguény Vaskovitch et Artiom Prokopenko.

(13) Voir Katsiaryna Zhuk, « La crise ukrainienne, une chance pour la Biélorussie ? », *La Documentation française*, 9 septembre 2015.

(14) Le pouvoir biélorusse avait demandé le départ de l'ambassadeur américain à la suite de l'entrée en vigueur de sanctions économiques à l'encontre de l'entreprise biélorusse Belneftekhim (pétrole, produits pétroliers, chimie).

(15) Tolérée par le pouvoir biélorusse et autorisée à participer aux élections.

(16) « Tavarystva belaruskay movy ». Fondée en 1989, la Société de la langue biélorusse vise à promouvoir l'utilisation de la langue biélorusse.

(17) Le Fonds eurasiatique de stabilisation et de développement a été créé en 2009 par la Russie et le Kazakhstan. Depuis, il a été rejoint par la Biélorussie, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Arménie. Alimenté principalement par Moscou et Astana à hauteur de 8,5 milliards de dollars, il accorde une aide financière aux États membres en échange de réformes économiques. Il participe également au financement de projets d'infrastructures. Le Fonds est géré par la Banque eurasiatique de développement contrôlée par la Russie.

(18) Suite à un référendum organisé en 2004, le président peut se représenter autant de fois qu'il le souhaite pour des mandats de cinq ans. Le mandat actuel d'Alexandre Loukachenko s'achève en 2020.